

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3062

20 décembre 2012

SOMMAIRE

3V Invest Swiss Small & Mid Cap	146951	ISL	146932
AIO III S.à r.l.	146968	Kapital multiflex	146937
AK Partners S.A.	146971	Kapital multiflex	146952
Algave S.A.	146967	LSREF II East Lux GP	146952
Anchorage Capital Luxembourg S.à r.l. .	146973	LSREF II East Lux GP	146937
Anisgreen S.A.	146972	Montigny S.A., SPF	146930
Annurca S.A.	146972	Nobileo Holding S.à r.l.	146969
Antares S.A.	146972	Oberweis Cloche d'Or S.à r.l.	146969
Archibureau Pawlowski s.à r.l.	146972	Odyssée Jet S.A.	146970
Art & Beauté S.à r.l.	146972	OHSF Funding I S.à r.l.	146970
Atal International S.à r.l.	146973	Partnair Luxembourg S.A.	146971
Au Plaisir de Vivre S.à r.l.	146973	Pâtisserie Délice s.à r.l.	146971
BAYVK H1 Lighthouse Fund	146955	Pernety Holding S.A.-SPF	146970
Belair Lotissements S.A.	146930	Prime Values	146951
Bestemar Sàrl	146976	Prime Values	146951
Bofferding Capital Finance S.A.	146973	Prodilux S.à r.l.	146970
Borea S.à r.l.	146976	P.R.T.	146971
Bressaglia Immobilière S.à r.l.	146970	P.T. Investments S.A.	146971
Codenvy S.A.	146941	Samsalux S.A.	146932
Crystal Agathe S.à r.l.	146937	Silverlake SICAV	146930
Damolu S.A.	146969	Société Lonigo S.A.	146952
Deco-Toiture Sàrl	146969	Tillman G.m.b.H.	146968
DSD International Contractors S.à r.l. .	146969	Utopia S.A.	146931
E.D. Management S.A.	146973	Value Finder S.A.	146968
Flossbach von Storch	146951	Value Finder S.A.	146968
Foncière de la Pétrusse	146931	VR Anlage	146932
HgCapital (Luxembourg) S.à r.l.	146967	Zaragoza S.A.	146968

Silverlake SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 108.866.

Die Aktionäre der Silverlake SICAV in Liquidation werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 8. Januar 2013, um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. August 2012 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. August 2012 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Verwendung der Erträge

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Silverlake SICAV in Liquidation (DZ PRIVATBANK S.A.) unter der Telefon-Nummer 00352/44 903 - 4025, unter der Fax-Nummer 00352/44 903 - 4506 oder unter E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Luxembourg, im Dezember 2012.

Der Liquidator.

Référence de publication: 2012163004/26.

Montigny S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 43.632.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu exceptionnellement le 28 décembre 2012 à 14:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 avril 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012160766/795/15.

Belair Lotissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 35.014.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 28 décembre 2012 à 14.30 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2011;
2. Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2011;
3. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice 2011;
4. Affectation du résultat 2011;

5. Changement du Commissaire de la société;
6. Décharge à donner au conseil d'administration et au commissaire;
7. Décision concernant la dissolution éventuelle de la société en application de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915;
8. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012160757/23.

Foncière de la Pétrusse, Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 96.298.

Les actionnaires de la société FONCIERE DE LA PETRUSSE S.A. (la "Société") sont par la présente invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires de la Société qui sera tenue le 28 décembre 2012 à 15h au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, afin de se prononcer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat et modification subséquente de l'article deux (2), premier alinéa des statuts. Insertion de la possibilité pour le conseil d'administration de transférer le siège à l'intérieur de la commune;
2. Mise à jour des statuts afin d'y intégrer les modifications apportées par la loi du 25 août 2006 à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
3. Acceptation de la démission de M. Romain Thillens, administrateur démissionnaire, décharge et nomination de son remplaçant;
4. Divers.

Il est rappelé aux actionnaires que pour des raisons techniques, ils ne peuvent assister à l'assemblée générale par visioconférence. Ils peuvent cependant donner procuration pour se faire représenter à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012160761/23.

Utopia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 29.756.

La Société fait référence à la notification envoyée à la Société par trois de ses actionnaires nommément (i) Utopia Management, ayant son siège social au 45, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 43.883, (ii) CLdN Fin S.A., ayant son siège social au 3-7, rue Schiller, L-2519 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 161.485 et (iii) CLdN Finance S.A., ayant son siège social au 3-7, rue Schiller, L-2519 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 156.209 (ensemble les «Actionnaires»), sur base de l'article 10 (4) de la loi du 21 juillet 2012 sur le retrait obligatoire et rachat obligatoire de titres de sociétés (la «Loi»).

Les Actionnaires ont notifié à la Société leur qualité d'actionnaire majoritaire (en tant que personnes agissant de concert) au sens de l'article 1^{er} (4) de la Loi et la Société procède donc aux publications requises conformément à l'article 10 (2) de la Loi.

La Société renvoie toute personne intéressée à la section «Avis» du site de la Bourse de Luxembourg (<https://www.bourse.lu>) dans laquelle elle trouvera, sous l'avis numéro 32156, la totalité des informations contenues dans la notification des Actionnaires.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012164583/21.

Samsalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 141.005.

Les actionnaires de la société SAMSALUX S.A. (la "Société") sont par la présente invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires de la Société qui sera tenue le 28 décembre 2012 à 15h au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, afin de se prononcer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat et modification subséquente de l'article premier (1^{er}), deuxième alinéa des statuts. Insertion de la possibilité pour le conseil d'administration de transférer le siège à l'intérieur de la commune;
2. Modification de l'article cinq (5) des statuts par l'ajout d'un nouveau cinquième alinéa introduisant la possibilité au Conseil d'Administration de prendre des décisions par voie circulaire;
3. Divers.

Il est rappelé aux actionnaires que pour des raisons techniques, ils ne peuvent assister à l'assemblée générale par visioconférence. Ils peuvent cependant donner procuration pour se faire représenter à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012160762/20.

VR Anlage, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de VR Anlage modifié au 1. décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, novembre 2012.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2012157089/11.

(120207295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2012.

ISL, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-4942 Bascharage, 5, rue de la Résistance.

R.C.S. Luxembourg E 4.132.

PROJET DE SCISSION**ADOPTÉ PAR LES GÉRANTS LE 13 DÉCEMBRE 2012**

a) La scission de la société ISL (société scindée), avec siège social à L-4942 Bascharage, 5, rue de la Résistance, sera opérée par la constitution de deux nouvelles sociétés en vertu de la loi du 23 mars 2007 qui se dénommeront comme suit:

ISL

Société Civile Immobilière

5, rue de la Résistance, L-4942 Bascharage

(société bénéficiaire)

IMMO-ETT Société Civile Immobilière

5, rue de la Résistance, L-4942 Bascharage

(société bénéficiaire)

b) Les associés de la société scindée recevront dans chacune des deux nouvelles sociétés, la société ISL, la société IMMO-ETT, une part sociale nouvelle sans désignation de valeur nominale pour une part sociale ancienne.

c) Les nouvelles parts émises par les sociétés bénéficiaires seront remises, contre remise des anciennes parts sociales, aux associés de la société scindée le jour de la tenue de l'assemblée générale de la société scindée appelée à se prononcer sur l'approbation du projet de scission. A partir de cette date, ces parts sociales donnent le droit de participer aux bénéfices et bénéficieront de tous les autres droits attachés à ces parts sociales et en particulier au droit de vote dans la mesure de une voix par part sociale.

d) D'un point de vue comptable, les opérations de la société scindée seront considérées comme accomplies pour le compte des nouvelles sociétés (sociétés bénéficiaires) à compter du 1^{er} janvier 2012.

e) Aucun droit spécial n'est actuellement accordé aux associés de la société scindée et il n'existe actuellement aucun porteur de titres autres que les actions de la société scindée de sorte qu'aucun droit spécial ne doit être assuré par les sociétés bénéficiaires aux associés de la société scindée et aux porteurs de titres autres que les parts sociales de la société scindée.

f) Aucun avantage particulier n'est attribué aux experts au sens de l'article 294 de la loi du 23 mars 2007 et aux membres des organes de gestion de la société scindée.

g) Une assemblée générale notariée de la société scindée, approuvant la scission, sera tenue un mois après la publication du projet de scission conformément à l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

h) Le bilan au 30 septembre 2012 de la société scindée est le suivant:

Bilan exprimé en EUR

ACTIF		PASSIF	
Terrains et constructions	1.517.788,45	Capital social	945.496,07
Créances	10.443,55	Prime d'émission	27.611,47
Avoirs en Banques	22.651,50	Etablissement de crédit	450.000,00
		Compte courant associés	117.305,00
		Autres dettes	10.470,96
TOTAL	1.550.883,50	Total	1.550.883,50

i) Les actifs et passifs selon le bilan au 30 septembre 2012 de la société scindée sont répartis entre les sociétés bénéficiaires à la valeur comptable de la manière détaillée ci-après.

La société ISL aura les éléments de patrimoine actif et passif, et donc le bilan d'ouverture suivant:

Bilan exprimé en EUR

ACTIF		PASSIF	
Terrains et constructions	1.175.752,87	Capital social	603.460,49
Créances	10.443,55	Prime d'émission	25.123,56
Avoirs en Banques	17.545,85	Etablissement de crédit	450.000,00
		Compte courant associés	117.305,00
		Autres dettes	7.853,22
TOTAL	1.203.742,27	Total	1.203.742,27

La société IMMO ETT aura les éléments de patrimoine actif et passif, et donc le bilan d'ouverture suivant:

Bilan exprimé en EUR

ACTIF		PASSIF	
Terrains et constructions	342.035,58	Capital social	342.035,58
Avoirs en Banques	5.105,65	Prime d'émission	2.487,91
		Autres dettes	2.617,74
TOTAL	347.141,23	Total	347.141,23

j) Les parts sociales des sociétés bénéficiaires seront réparties entre les associés de la société scindée proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chaque associé dans la société scindée. En conséquence, les associés de la société scindée recevront dans chacune des deux nouvelles sociétés une part sociale nouvelle sans désignation de valeur nominale pour une ancienne part sociale.

En vertu de l'article 296 de la loi du août 1915 sur les sociétés commerciales, les gérants proposent aux associés de la société scindée de renoncer au rapport du réviseur d'entreprises sur le projet de scission, aux éléments devant figurer dans le rapport du réviseur d'entreprises et aux droits appartenant aux réviseurs d'entreprises dans le cadre de la rédaction de leur rapport (article 294 paragraphes (1), (2) et (4) ainsi qu'aux documents prévus par l'article 295 paragraphe (1) c), d) et e).

Les projets des actes constitutifs des deux nouvelles sociétés sont les suivants:

1. ISL

Société Civile Immobilière

(Capital: EUR,-)

Siège social: 5, rue de la Résistance

L-4942 Bascharage

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société civile immobilière qui prendra la dénomination de «ISL»

Art. 2. La société a pour objet l'acquisition, la mise en valeur et la gestion de tous immeubles ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter la réalisation.

Art. 3. La société aura une durée indéterminée; elle pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés statuant dans les conditions précisées à l'article 18 des présents statuts.

Art. 4. Le siège social est établi à Bascharage; il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du gérant de la société.

Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à six cent trois mille quatre cent soixante euros et quarante neuf cents euros (603.460,49) représenté par 6.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale. Ces parts sociales sont souscrites comme suit:

Monsieur Henri SALES, né à Clemency le 22 décembre 1935, demeurant au 5 rue de la Résistance, L-4942 Bascharage	3.000
Madame Agnès LENTZ, née à Bascharage le 12 décembre 1938, demeurant au 5 rue de la Résistance, L-4942 Bascharage	<u>3.000</u>
	6.000

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés. Les parts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 7. Les cessions des parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du Code civil.

Art. 8. Chaque part d'intérêt confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre des parts existantes, dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Art. 9. Dans leurs rapports respectifs avec leurs co-associés, les associés seront tenus des dettes et engagements de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts lui appartenant.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés seront tenus des dettes et engagements sociaux conformément à l'article 1863 du Code civil.

Art. 10. Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis d'une ou de plusieurs parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Jusqu'à cette désignation la société peut suspendre l'exercice des droits afférents aux parts appartenant par indivis à différents copropriétaires.

Art. 11. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions prises par l'assemblée générale des associés.

Les héritiers et légataires de parts ou les créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, pendant la durée de la société et jusqu'à la clôture de sa liquidation, requérir l'apposition de scellés sur les biens, documents et valeurs de la société ou en requérir l'inventaire, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 12. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs des associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers et représentants de l'associé ou des associés décédés.

De même l'interdiction, la déconfiture, la faillite ou la liquidation judiciaire d'un ou de plusieurs des associés ne mettront point fin à la société; celle-ci continuera entre les autres associés, à l'exclusion de l'associé ou des associés en état d'interdiction, de déconfiture, de faillite ou de liquidation judiciaire, lesquels ne pourront prétendre qu'au paiement de la valeur de leurs parts par les autres associés ou par un tiers acheteur présenté par le gérant.

Administration de la société

Art. 13. La société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par les associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire ou autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du ou des gérants qui peut conférer des mandats spéciaux aux associés et/ou à de tierces personnes.

Art. 14. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Exercice social

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre. Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le trente-et-un décembre deux mille neuf.

Réunion des associés

Art. 16. Les associés se réunissent au moins une fois par an à la date et à l'endroit qui seront indiqués dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les gérants quand ils le jugent convenables, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts existantes.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours francs à l'avance et qui doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Art. 17. Dans toute réunion d'associés chaque part donne droit à une voix. En cas de division de la propriété des parts sociales entre usufruitier et nu-proprétaire, le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Les résolutions sont prises à la majorité des trois quarts des voix des associés présents ou représentés, à moins de dispositions contraires des statuts.

Art. 18. Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, quelle qu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts sont prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation de la société se fera par les soins du ou des gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société, civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à tout autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après le règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Disposition générale

Art. 20. Les articles 1832 à 1872 du Code civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes:

Sont nommés gérants pour une durée indéterminée Monsieur Henri SALES et Madame Agnès LENTZ.

Ils auront le pouvoir d'engager la société en toutes circonstances par la signature individuelle ou leur signature conjointe conformément à l'article 13 des statuts.

2. IMMO-ETT

Société Civile Immobilière

(Capital: EUR,-)

Siège social: 5, rue de la Résistance

L-4942 Bascharage

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société civile immobilière qui prendra la dénomination de «IMMO-ETT»

Art. 2. La société a pour objet l'acquisition, la mise en valeur et la gestion de tous immeubles ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter la réalisation.

Art. 3. La société aura une durée indéterminée; elle pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés statuant dans les conditions précisées à l'article 18 des présents statuts.

Art. 4. Le siège social est établi à Bascharage; il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du gérant de la société.

Capital social - Parts d'intérêts

Art. 5. Le capital social est fixé à trois cent quarante deux mille trente cinq euros et cinquante huit cents (342.035,58 euros) représenté par 6.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale. Ces parts sociales sont souscrites comme suit:

Monsieur Henri SALES, né à Clemency le 22 décembre 1935, demeurant au 5 rue de la Résistance, L-4942 Bascharage	3.000
Madame Agnès LENTZ, née à Bascharage le 12 décembre 1938, demeurant au 5 rue de la Résistance, L-4942 Bascharage	3.000
	6.000

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Les parts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 7. Les cessions des parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du Code civil.

Art. 8. Chaque part d'intérêt confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre des parts existantes, dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Art. 9. Dans leurs rapports respectifs avec leurs co-associés, les associés seront tenus des dettes et engagements de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts lui appartenant.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés seront tenus des dettes et engagements sociaux conformément à l'article 1863 du Code civil.

Art. 10. Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis d'une ou de plusieurs parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Jusqu'à cette désignation la société peut suspendre l'exercice des droits afférents aux parts appartenant par indivis à différents copropriétaires.

Art. 11. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions prises par l'assemblée générale des associés.

Les héritiers et légataires de parts ou les créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, pendant la durée de la société et jusqu'à la clôture de sa liquidation, requérir l'apposition de scellés sur les biens, documents et valeurs de la société ou en requérir l'inventaire, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 12. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs des associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers et représentants de l'associé ou des associés décédés.

De même l'interdiction, la déconfiture, la faillite ou la liquidation judiciaire d'un ou de plusieurs des associés ne mettront point fin à la société; celle-ci continuera entre les autres associés, à l'exclusion de l'associé ou des associés en état d'interdiction, de déconfiture, de faillite ou de liquidation judiciaire, lesquels ne pourront prétendre qu'au paiement de la valeur de leurs parts par les autres associés ou par un tiers acheteur présenté par le gérant.

Administration de la société

Art. 13. La société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par les associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire ou autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du ou des gérants qui peut conférer des mandats spéciaux aux associés et/ou à de tierces personnes.

Art. 14. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Exercice social

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre. Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le trente-et-un décembre deux mille neuf-

Réunion des associés

Art. 16. Les associés se réunissent au moins une fois par an à la date et à l'endroit qui seront indiqués dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les gérants quand ils le jugent convenables, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts existantes.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours francs à l'avance et qui doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Art. 17. Dans toute réunion d'associés chaque part donne droit à une voix. En cas de division de la propriété des parts sociales entre usufruitier et nu-proprétaire, le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Les résolutions sont prises à la majorité des trois quarts des voix des associés présents ou représentés, à moins de dispositions contraires des statuts.

Art. 18. Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, quelle qu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts sont prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation de la société se fera par les soins du ou des gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société, civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à tout autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après le règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Dispositions générales

Art. 20. Les articles 1832 à 1872 du Code civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Réunion des associés

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes:

Sont nommés gérants pour une durée indéterminée Monsieur Henri SALES et Madame Agnès LENTZ.

Ils auront le pouvoir d'engager la société en toutes circonstances par la signature individuelle ou leur signature conjointe conformément à l'article 13 des statuts.

Référence de publication: 2012164619/268.

(120217204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Kapital multiflex, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion général de Kapital multiflex du 15 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Flaskamp Invest S.A.

Référence de publication: 2012163221/9.

(120215579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2012.

LSREF II East Lux GP, Société à responsabilité limitée, (anc. Crystal Agathe S.à r.l.).

Capital social: EUR 32.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 171.344.

In the year two thousand and twelve, on the fifth day of December,

Before the undersigned, Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Mr Gianpiero SADDI, employee, professionally residing in Luxembourg,

acting as the representative of Alter Domus Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 136477 (the Sole Shareholder),

being the holder of all of the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares, having a nominal value of EUR1 (one euro) each, representing 100% (one hundred per cent) of the share capital of Crystal Agathe S.à r.l., a private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 171344 (the Company), incorporated on the 31st of August 2012 before Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri HELLINCKX, notary residing at Luxembourg, duly published in the Mémorial C n° 2480 of the 5th of October 2012.

by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following:

1. that the Sole Shareholder represents all of the issued and subscribed capital of the Company, which is set at EUR12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares, having a nominal value of EUR1 (one euro) each.

2. that the purpose of the resolutions is the following:

(i) waiver of the convening notice;

(ii) share capital increase to EUR 32,500 (thirty-two thousand five hundred euro); and

(iii) restatement of articles 2, 3 and 8 of the articles of association of the Company.

3. After due consideration the Sole Shareholder resolves to adopt the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented, the Sole Shareholder waives any convening notice requirements, declaring having full knowledge of the purpose of the resolutions to be adopted, which have been communicated to it in advance.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the Company's share capital increase in order to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) to EUR 32,500 (thirty-two thousand five hundred euro),

by subscribing to and paying up 20,000 (twenty thousand) ordinary shares having a nominal value of EUR 1 (one euro) each.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder declares to subscribe to 20,000 (twenty thousand) ordinary shares having a nominal value of EUR1 (one euro) each, and to pay them up in full by way of a contribution in cash.

The aggregate amount of EUR 20,000 (twenty thousand euro) is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by means of a blocking certificate confirming the availability of the subscription amount on the Company's bank account and the notary expressly acknowledges the availability of the funds so paid.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to restate articles 2, 3 and 8 of the articles of association of the Company, which will read henceforth, in their English version, as follows:

" **Art. 2.** The Company's name is "LSREF II East Lux GP".

Art. 3. The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise

money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

The Company may in particular be appointed as general partner (gérant-commandite) of LSREF II East Lux GP SCA and then shall manage LSREF II East Lux GP SCA.

Art. 8. The Company's capital is set at EUR32,500 (thirty-two thousand five hundred euro), represented by 32,500 (thirty-two thousand five hundred) shares of EUR1 (one euro) each."

Statement - Costs

The notary executing this deed confirms that these articles of the articles of association comply with the provisions of article 27 of the Companies Act 1915.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at EUR 1500.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing person and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, name, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le cinquième jour du mois de décembre,
par devant Maître Martine Schaeffer, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

Mr Gianpiero SADDI, employé, résidant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de représentant de Alter Domus Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136477 (l'Associé Unique),

étant le détenteur de toutes les 12.500 (douze mille cinq cents) actions, ayant une valeur nominale de EUR1 (un euro) chacune, représentant 100% (cent pourcent) du capital social de Crystal Agathe S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171344 (la Société), constituée en date du 31 août 2012 par acte du notaire Roger ARRENSDORFF, de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C n° 2480 du 5 octobre 2012,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée ne varietur par la personne comparante et le notaire instrumentaire restera annexée aux présent acte notarié pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qui suit:

1. que l'Associé Unique représente tout le capital émis et souscrit, qui est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) actions ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

2. que l'objectif des résolutions est le suivant:

- (i) renonciation aux formalités de convocation des assemblées générales;
- (ii) augmentation du capital social à EUR 32.500 (trente-deux mille cinq cents euros); et
- (iii) refonte des articles 2, 3 et 8 des statuts de la Société.

3. Après avoir consciencieusement revu ce qui précède, l'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée, l'Associé Unique représenté décide de renoncer à toutes formalités de convocation des assemblées générales et déclare avoir pleine connaissance de l'objectif des résolutions à prendre, qui lui ont été communiquées en avance.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver l'augmentation du capital social de la Société du montant actuel de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) à EUR 32.500 (trente-deux mille cinq cents euros), en souscrivant et libérant 20.000 (vingt mille) actions ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Souscription - Libération

L'Associé Unique déclare de souscrire 20.000 (vingt mille) actions ordinaires ayant une valeur nominale de EUR1 (un euro) chacune, et de les libérer entièrement par une contribution en numéraire.

Le montant total de EUR 20.000 (vingt mille euros) est par conséquent à l'entière disposition de la Société, comme en atteste le certificat de blocage présenté au notaire instrumentaire, ledit certificat confirmant la disponibilité du montant de souscription sur le compte bancaire de la Société. Le notaire instrumentaire reconnaît expressément la disponibilité des fonds ainsi versés.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de reformuler les articles 2, 3 et 8 des statuts de la Société, qui se liront, dans leur version française, comme suit:

" **Art. 2.** La dénomination de la Société sera "LSREF II East Lux GP".

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Plus particulièrement, la Société pourra être nommée en qualité de gérant commandité de LSREF II East Lux GP SCA et, partant, devrait être en charge de la gestion de LSREF II East Lux GP SCA.

Art. 8. Le capital social est fixé à EUR32.500 (trente-deux mille cinq cents euros), représenté par 32.500 (trente-deux mille cinq cents) parts sociales de EUR1 (un euro chacune).".

Evaluation des frais

Le notaire soussigné confirme que ces articles des statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi sur les Sociétés de 1915.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1500.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 décembre 2012. LAC/2012/58204. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2012.

Référence de publication: 2012163131/166.

(120215726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2012.

Codenvy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 172.848.

STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND TWELVE, ON THE NINETEENTH OF NOVEMBER.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr. Tyler Jewell, born on April 25th 1976 in Riverside (United States of America), residing in 562 Vermont St., 94107 San Francisco (United States of America),

here represented by Mr. Andréas Tartoras, réviseur d'entreprises, professionally residing in L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, by virtue of a private proxy given on November 15th 2012 (hereafter referred to as the "Shareholder"),

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing proxy holder, acting in its capacity as representative of the Shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of association (hereafter referred to as the "Articles") of a company, which it declares to establish as follows:

I. Name, Duration, Object, Registered Office

Art. 1. There is hereby established by the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a société anonyme, under the name of "Codenvy S.A." (hereafter referred to as the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests in any companies or enterprises, in Luxembourg and abroad, in any form whatsoever, by means of purchase, exchange or any other manner, as well as the management, the control and the exploitation of such ownership interests. The Company may also dispose of such ownership interests by means of sale, exchange or any other way.

The Company may borrow in any form, in particular by the issue of bonds, convertible or not, the subscription of bank loans or shareholders loans. The Company may grant loans, financial assistance, advances and guarantees to the companies in which it holds directly or indirectly an interest.

It may also acquire securities of any kind, cash deposits, treasury notes, and may perform any other form of investment among which shares, bonds, options or warrants. The Company may acquire them by purchase, subscription or any other manner, sell them and/or exchange them.

The Company may purchase and sell real estate properties or property rights, in the Grand Duchy of Luxembourg and/or abroad. The Company may also carry out any transaction related to real estate properties, or to property rights, including the direct or indirect acquisition of ownership interests in companies, in Luxembourg or/and abroad, whose main business purpose is the purchase, the development, the promotion, the sale, the management and/or the lease of real estate properties, or property rights.

The purpose of the Company is also the holding, the purchase, the exploitation, the management and the sale of intellectual properties of any kind, registered in Luxembourg or abroad, addition certificates and improvement patents, methods, processes, inventions, trademarks, licenses, know-how as well as the full or partial franchise of any license of such intellectual properties.

The Company may carry out any activity such as industrial, commercial, financial, regarding movable or real estate properties, related directly or indirectly, fully or partially to its corporate purpose. The Company may fulfill its corporate purpose directly or indirectly in its own name or on behalf of third parties, on its own or by partnership, carrying out all the transactions compatible with the enhancement of such a purpose, or of the purpose of the companies in which it holds an interest.

In general, the Company may take all measures of control and/or supervision and can carry out all the transactions that it considers useful for the fulfillment of its corporate purpose; it may also hold the office, remunerated or not, of member of the administration board of other companies, in Luxembourg and abroad.

The Company may also provide, on an ancillary basis, advisory, analysis, support and technical support services, and other administrative and financial services to the benefit of other "companies" of the same "group of companies", as these two terms are defined by the law of September 2nd 2011 governing the access to the professions of skilled craftsman, trader, manufacturer, as well as to certain liberal professions.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

II. Social Capital, Shares

Art. 5. The share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) represented by three million one hundred thousand (3,100,000) shares with a par value of one cent (EUR 0.01) per share.

The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by a general meeting of shareholders in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 20 below.

Otherwise, the Company has an authorized capital of thirty-five thousand euro (EUR 35,000.-), according to which the board of directors is authorized, during a period expiring the fifth anniversary of the publication of the present act to modify the present Articles at the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, to issue in one or several times, with or without share premium, if necessary without reserving the preferential right of subscription of the current shareholders of the Company, a maximum of three million five hundred thousand shares (3,500,000) with a par value of one cent (EUR 0.01) per share.

After each issue of shares within the authorized capital as defined here above, the board of directors will have to notice the capital increase of the company and the amendment of article 5 of the Articles before notary.

Art. 6. The Company may, to the extent and under terms permitted by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter referred to as the “Law”), redeem its own shares.

Art. 7. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register. Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two (2) directors or, if the Company has only one (1) director, by this director.

The signature may either be manual, in facsimile or affixed by mean of a stamp. However, one of the signatures may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such a case, the signature must be manual. A certified copy of the deed delegating power for this purpose to a person who is not a member of the board of directors, must be filed in accordance with article 9 §§1 and 2 of the Law.

The Company will recognize only one (1) holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

III. Transfer of the Shares

Art. 8. (1). In case of a single shareholder, the Company’s shares held by the single shareholder are freely transferable.

(2). In case of a plurality of shareholders, any transfer of shares is subject to the prior approval of the chairman of the board of directors (hereafter referred to as the “Chairman”). The relevant shareholder (hereafter referred to as the “Transferor”) shall first notify in writing by registered letter (hereafter referred to as the “Notification”) the Chairman of its intention to transfer all or part of its shares (hereafter referred to as the “Shares”) to an existing shareholder or to a third party (hereafter referred to as the “Transferee”).

The Notification shall comprise at least the following documents:

- the original version of a binding, irrevocable and firm offer (hereafter referred to as the “Offer”) from the Transferee, evidencing such Transferee’s interest in acquiring the shares, as well as its complete qualification. Should the Transferee be a legal entity, the Offer must be accompanied by the necessary corporate documents and approvals which prove the power and authority of the representatives of such legal entity;
- the relevant Transferor’s approval regarding the contemplated transfer.

Upon receipt of the Notification, the Chairman shall have 30 days to manifest his approval or disapproval of the transfer. He shall inform the Transferor in writing by registered letter (hereafter referred to as the “Information”).

In case of disapproval, the Shares shall be acquired on a pro rata basis by the other shareholders of the Company. Notwithstanding the above, the Company may redeem, within the limits set forth in the Law, all or part of the Shares.

Such acquisition and/or redemption (if any) shall be performed at the latest 30 days after the Information at the conditions set forth in the Offer.

However, such acquisition and/or redemption (if any) may not be performed within the said period of 30 days if the transfer price of the Shares mentioned in the Offer exceeds the fair value of the Shares.

In this situation, the fair value of the Shares will be determined either:

- (i) jointly by the Transferor, the shareholders of the Company and the Company (as the case may be); or
- (ii) by a Luxembourg authorized auditor (réviseur d'entreprises agréé) jointly appointed by the Transferor, the shareholders of the Company and the Company (as the case may be).

If the Transferor, the shareholders of the Company and the Company (as the case may be) do not agree on the identity of the Luxembourg authorized auditor (réviseur d'entreprises agréé), any of the aforesaid parties may request the President of the Tribunal of Arrondissement of Luxembourg stating in summary proceedings (statuant en référé) to appoint such Luxembourg authorized auditor (réviseur d'entreprises agréé).

The valuation performed by the Luxembourg authorized auditor (réviseur d'entreprises agréé) will bind the Transferor, the shareholders of the Company and the Company (as the case may be).

When the fair value of the Shares is determined, the shareholders of the Company and the Company (as the case may be) shall acquire and redeem the Shares and pay their price within a period of 30 days starting the day of the notification by the Transferor of the fair value to the shareholders of the Company and to the Company (as the case may be) or within any other period as agreed by the Transferor, the shareholders of the Company and the Company (as the case may be).

(3). Every transfer of shares will be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

IV. General meetings of Shareholders / Decision of the sole shareholder

Art. 9. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Thursday of May at 3.30 p.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one (1) vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax or by any similar mean of communication. Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign. In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

All shareholders may participate to a general meeting of shareholders by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

V. Board of Directors

Art. 11. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not to be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the provisions of the Law.

Art. 12. The board of directors shall choose from among its members one (1) Chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the Chairman, or two (2) directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as Chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by fax, or by any other similar mean of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax or any other mean of communication another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the Chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by mail, e-mail, fax or any other similar mean of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by two (2) directors. Copies or extracts of such minutes (which may be produced in judicial proceedings or otherwise) shall be signed by the Chairman or by two (2) directors. In case the board of directors is composed of one (1) director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 14. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by Law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly, in accordance with article 60 of the Law. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The Company may also grant special powers or powers of attorney by private instrument.

Art. 15. The Company will be bound in all circumstances by the joint signature of any two (2) directors or the sole signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

VI. Supervision of the Company

Art. 16. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

VII. Accounting year, Balance

Art. 17. The accounting year of the Company shall begin on the first January of each year and terminate on the thirty-first December of the same year.

Art. 18. From the annual net profits of the Company, five per cent (5 %) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions foreseen by Law.

VIII. Liquidation

Art. 19. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders carrying out such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

IX. Amendment of the Articles

Art. 20. These Articles may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the Law.

X. Final clause - Applicable law

Art. 21. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law.

Transitional dispositions

1) The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31st 2013.

2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2014.

Subscription and Payment

Now the articles of incorporation are fixed, the shares are subscribed as next:

1. Mr. Tyler Jewell, above mentioned, declares to subscribe three million one hundred thousand (3,100,000) entirely paid-in shares.

All the shares have been entirely paid-in so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31.000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1.400.-.

Extraordinary general meeting

The shareholder, represented as above, representing the entire subscribed capital has immediately taken the following resolutions.

1. The number of directors is fixed at one (1) and the number of statutory auditors at one (1).

2. The following person is appointed as director of the Company:

- Mr. Tyler Jewell, director of company, born on April 25th 1976 in Riverside (United States of America), residing in 562 Vermont St., 94107 San Francisco (United States of America),

3. The following entity is appointed as statutory auditor of the Company:

A3T S.A., filed with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 158687, having its registered office at 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

4. The mandate of the director and of the statutory auditor shall end at the general meeting of the shareholders of the Company called to approve the accounts of the year 2017.

5. The registered office of the Company is established at 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, the said proxyholder signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE DIX-NEUF NOVEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

M. Tyler Jewell, né le 25 avril 1976 à Riverside (Etats-Unis d'Amérique), demeurant à 562, Vermon St., 94107 San Francisco (Etats-Unis d'Amérique),

ici représenté par M. Andréas Tartoras, réviseur d'entreprises, résidant professionnellement à L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, en vertu d'une procuration signée sous seing privé, donnée le 15 novembre 2012 (ci-après dénommé l'«Actionnaire»).

La procuration signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant en sa qualité susmentionnée, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts (ci-après dénommé les «Statuts») comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il est formé par les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme de société anonyme, sous la dénomination de «Codenvy S.A.» (ci-après dénommée la «Société»).

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, par achat, échange ou de toute autre manière, dans d'autres entreprises et sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle, la mise en valeur de ces participations. La Société peut également procéder au transfert de ces participations par voie de vente, échange ou autrement.

La Société peut emprunter sous toute forme notamment par voie d'émission d'obligations, convertibles ou non, de prêt bancaire ou de compte courant actionnaire. La Société peut accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la Société détient un intérêt direct ou indirect, tous prêts, aides financières, avances ou garanties.

Elle peut également acquérir toutes valeurs mobilières, dépôts d'espèces, certificats de trésorerie, et toute autre forme de placement dont notamment des actions, obligations, options ou warrants. La Société peut les acquérir par achat, souscription ou toutes autres manières, les vendre et/ou les échanger.

La Société peut acquérir et vendre des biens immobiliers, ou des droits immobiliers, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger. La Société peut également réaliser toutes les opérations liées à des biens immobiliers, ou des droits immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers, ou de droits immobiliers.

La Société a également pour objet la détention, l'achat, la mise en valeur, la gestion et la vente de toutes propriétés intellectuelles luxembourgeoises et étrangères, certificats d'addition et brevets de perfectionnement, méthodes, procédés, inventions, marques de fabrique, franchises, moyens de fabrication et la concession de toutes licences totales ou partielles des dites propriétés intellectuelles.

La Société peut poursuivre toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou partie, à son objet social. La Société peut réaliser son objet directement ou indirectement en son nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations compatibles avec l'amélioration de cet objet, ou de celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la Société pourra prendre toutes mesures de contrôle et/ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet; elle pourra également détenir des mandats d'administration, rémunérés ou non, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères.

La société pourra également prester, à titre accessoire, divers services de conseil, d'analyse, de support et soutien technique, et autres prestations administratives et financières au bénéfice d'autres «entreprises» appartenant au même «groupe d'entreprises», tels que ces deux termes sont définis par la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré au sein des limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000.-) représenté par trois millions cent mille (3.100.000) actions d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'article 20 ci-après.

Par ailleurs, la Société dispose d'un capital autorisé de trente-cinq mille d'euros (EUR 35.000.-), en vertu duquel le conseil d'administration est autorisé, pendant une période expirant le cinquième anniversaire de la publication du présent acte de modifier les présents Statuts au Mémorial C, recueil Spécial des Sociétés et Associations, à émettre en une ou plusieurs fois, avec ou sans prime d'émission, le cas échéant sans réserver le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants de la Société, un maximum de trois millions cinq cent mille actions (3.500.000) avec une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

A la suite de chaque émission d'actions réalisée dans le cadre du capital autorisé tel que défini ci-dessus, le conseil d'administration veillera à faire constater l'augmentation du capital social de la Société et la modification corrélative de l'article 5 des présents Statuts par acte notarié.

Art. 6. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après dénommée la «Loi»), racheter ses propres actions.

Art. 7. Les actions de la Société sont et resteront nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra toutes les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux (2) administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe. Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un (1) propriétaire par action; si l'action est détenue par plus d'une personne, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant le seul propriétaire à l'égard de la Société.

III. Cession des actions

Art. 8. (1). Dans l'hypothèse où il y a un seul actionnaire, les actions de la Société détenues par cet actionnaire unique sont librement cessibles.

(2). Dans l'hypothèse où il y aurait plusieurs actionnaires, toute cession d'actions est soumise à l'approbation préalable du président du conseil d'administration (ci-après dénommé le «Président»). L'actionnaire concerné (ci-après dénommé le «Cédant») devra tout d'abord notifier par écrit par courrier recommandé (ci-après dénommée la «Notification») au Président son intention de céder tout ou partie de ses actions (ci-après dénommées les «Actions») à un actionnaire ou à un tiers (ci-après dénommé la «Cessionnaire»).

La Notification doit au moins comprendre les documents suivants:

- l'original d'une offre obligatoire, irrévocable et ferme (ci-après dénommée l'«Offre») émanant du Cessionnaire, démontrant l'intérêt de ce Cessionnaire pour l'acquisition des Actions, ainsi que comprendre sa qualification complète. Si le Cessionnaire est une personne morale, l'Offre doit être accompagnée de tous documents sociaux et autorisations nécessaires qui démontrent les pouvoirs et l'autorité des représentants de cette personne morale;

- le consentement du Cédant concernant la cession envisagée.

A la réception de la Notification, le Président disposera de 30 jours pour manifester son accord ou désaccord à la cession. Il doit en informer le Cédant par écrit par courrier recommandé (ci-après dénommée l'«Information»).

En cas de désaccord, les Actions devront être acquises au prorata par les autres actionnaires de la Société. Néanmoins, la Société peut racheter, dans les limites établies par la Loi, tout ou partie des Actions.

Cette acquisition et/ou ce rachat (s'il échêt) devra être réalisé au plus tard 30 jours après l'Information aux conditions indiquées dans l'Offre.

Néanmoins, cette acquisition et/ou ce rachat (s'il échet) pourra ne pas être réalisée endéans ce délai susmentionné de 30 jours si le prix de cession des Actions indiqué dans l'Offre excède la juste valeur des Actions.

Dans cette situation, la juste valeur des Actions sera déterminée:

- (i) conjointement par le Cédant, les actionnaires de la Société et la Société (le cas échéant); ou
- (ii) par un réviseur d'entreprises agréé luxembourgeois conjointement désigné par le Cédant, les actionnaires de la Société et la Société (le cas échéant).

Si le Cédant, les actionnaires de la Société et la Société (le cas échéant) ne s'accordent pas sur l'identité du réviseur d'entreprises agréé luxembourgeois, n'importe laquelle des parties susmentionnées pourra requérir le Président du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg statuant en référé de désigner ce réviseur d'entreprises agréé luxembourgeois.

L'évaluation réalisée par le réviseur d'entreprises agréé luxembourgeois liera le Cédant, les actionnaires de la Société et la Société (le cas échéant).

Dès que la juste valeur des actions sera déterminée, les actionnaires de la Société et la Société (le cas échéant) devront acquérir et racheter les Actions et payer leur prix endéans une période de 30 jours débutant le jour de la notification par le Cédant de la juste valeur aux actionnaires de la Société et à la Société (le cas échéant) ou endéans toute autre période convenue par le Cédant, les actionnaires de la Société et la Société (le cas échéant).

(3) Toute cession d'actions peut se faire par une déclaration écrite de cession inscrite au registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de cession devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de cession d'actions d'autres instruments de cession, dans lequel les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, et jugés suffisants par la Société.

IV. Assemblées générales des Actionnaires / Décisions de l'actionnaire unique

Art. 9. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le [3^e jeudi de mai à 15.30 heures]. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Toute action donne droit à une (1) voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par télécopie ou par tout moyen similaire de communication, une autre personne comme son mandataire. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

V. Conseil d'Administration

Art. 11. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs sont élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 12. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un (1) Président. Il pourra également choisir un (1) secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du Président ou de deux (2) administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le Président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, télécopie ou tout moyen similaire de communication. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par télécopie ou par tout moyen similaire de communication un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le Président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier, courrier électronique, facsimilé ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le Président ou, en son absence, par deux (2) administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, ce dernier signera ces documents.

Art. 14. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué. La Société peut également conférer tous mandats spéciaux ou procuration par acte sous seing privé.

Art. 15. Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute personne à laquelle pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

VI. Surveillance de la Société

Art. 16. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VII. Exercice social - Bilan

Art. 17. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 18. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VIII. Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

IX. Modification des Statuts

Art. 20. Les présents Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

X. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 21. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2014.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les actions sont souscrites de la manière suivante:

1. M. Tyler Jewell, prénommé, déclare souscrire trois millions cent mille (3.100.000) actions qui sont intégralement libérées;

Toutes les actions ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées par les articles 26, 26-3 et 26-5 de la Loi et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution sont évalués à environ EUR 1.400.-.

Assemblée générale extraordinaire

L'actionnaire, représenté comme ci-avant, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqué, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, il a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à une (1) et le nombre des commissaires aux comptes à un (1).
2. La personne suivante a été nommée administrateur de la Société:
 - M. Tyler Jewell, administrateur de sociétés, né le 25 avril 1976 à Riverside (Etats-Unis d'Amérique), demeurant à 562, Vermon St., 94107 San Francisco (Etats-Unis d'Amérique),
3. A été nommé commissaire aux comptes de la Société:
 - A3T S.A., inscrite auprès du registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 158687, ayant son siège social à 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

4. Les mandats de l'administrateur et du commissaire aux comptes prendront fin à l'assemblée générale des actionnaires de la Société amenée à se prononcer sur les comptes de l'année 2017.

5. L'adresse de la Société est établie à 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donné au mandataire des personnes comparantes, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. TARTORAS, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 20 novembre 2012. Relation: RED/2012/1535. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 21 novembre 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012152223/563.

(120200532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2012.

Flossbach von Storch, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Flossbach von Storch modifié au 01. décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, Décembre 2012.

Flossbach von Storch Invest S.A.

Signature

Référence de publication: 2012158221/11.

(120208754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

Prime Values, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Sonderreglement, welches am 30. November 2012 in Kraft trat. Das Sonderreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. November 2012.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2012158643/11.

(120209677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

Prime Values, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 30. November 2012 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. November 2012.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2012158648/11.

(120209689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

3V Invest Swiss Small & Mid Cap, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de 3V Invest Swiss Small & Mid Cap modifié au 1^{er} Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2012162743/10.

(120214932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Kapital multiflex, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion spécifique de Kapital multiflex du 15 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Flaskamp Invest S.A.

Référence de publication: 2012163989/9.

(120216321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

LSREF II East Lux GP, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 171.344.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2012.

Référence de publication: 2012164202/10.

(120216230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Société Lonigo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 97.601.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-sixth of November.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the company established in Luxembourg under the denomination of "SOCIETE LONIGO S.A.", registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 97.601, whose registered office was transferred from Panama to Luxembourg pursuant to a deed of Maître Gérard LECUIT, residing in Luxembourg dated November 12th, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 57 of January 15th, 2004.

The Articles of Incorporation have been lastly amended pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, residing in Luxembourg dated November 4th, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2812 of December 22nd, 2010.

The meeting begins with Mr Raymond THILL, "maître en droit", with professional address at L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs Corinne PETIT, private employee, with professional address at 1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo

The meeting elects as scrutineer Mr Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

The Chairman then states that:

I. It appears that the shareholders of the Company representing the total capital are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, all the persons present or represented at the meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

II. The agenda of the meeting is worded as follows:

1. Change of Director and Discharge;
2. Transfer of the registered office from Luxembourg to Spain and adoption of the Spanish citizenship by the company;
3. Adoption of the closing accounts as at November 22, 2012;
4. Spanish Articles of Association to be adopted;
5. Miscellaneous.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passed, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The shareholders acknowledge the resignation of, Mr. Alan BOTFIELD, Mr. Ivo HEMELAAD and Mr. Mikael GUTIERREZ, as directors of the Company and give them discharge for the performance of their duties as directors of the Company for the period ending on the 26th November 2012.

The shareholders resolve to appoint

Mr. Pedro SAN JUAN BERROZPE, residing at Pio Baroja 24, 26140 Lardero, La Rioja, Spain, with identity card number 16.554.868-C

as director of the Company effective as of the 26th day of November 2012.

Second resolution

Pursuant to the First Resolution the shareholders resolves to close the registered office in Luxembourg and to transfer the registered office to Logrono (La Rioja), Calle Gran Via D. Juan Carlos I, num 17,8 Izq, Spain, as of the 26th day of November 2012, under the form of a "sociedad limitada" and the name of "SOCIETE LONIGO SOCIEDAD LIMITADA".

The meeting also decides that all company documents will be transferred to the registered office in Spain.

The transfer of the registered office of the Company will be carried out without interruption in the legal personality of the Company, under the suspensive condition of the filing and registration of the Company with the Register of Commerce and Companies of Spain.

Third resolution

The sole shareholder adopts the closing accounts as at November 22, 2012.

These accounts, after having been signed 'ne varietur' by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached hereto to be registered with the minutes.

Fourth resolution

The meeting decides that new Articles of Incorporation shall be adopted, as required under the laws of Spain.

The meeting authorizes any employee of VISTRA, to proceed with all local formalities in this respect.

Fifth resolution

The Sole Shareholder gives power to the following holders of a copy of these minutes, i.e. any employee of VISTRA to proceed with any and all formalities towards the Luxembourg and Spanish authorities, respectively, as the case may be, in connection with the above resolutions.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory of the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le vingt-six novembre.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société établie à Luxembourg sous la dénomination de "SOCIETE LONGOS.A.", avec siège social à L-2540 Luxembourg, 15 rue Edward Steichen, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 97.601, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, reçu en date du 12 novembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 15 janvier 2004 numéro 57.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu par un acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, de résidence à Luxembourg, en date du 4 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 22 décembre 2010 numéro 2812.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Raymond THILL, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Que les actionnaires de la société, représentant le capital total émis de la Société sont dûment représentés à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, en l'absence de convocation préalable, toutes les personnes présentes ou représentées à l'assemblée ayant accepté de se réunir après examen de l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Changement des administrateurs et décharge;
2. Transfert du siège social du Luxembourg en Espagne, et adoption par la société de la nationalité espagnole;
3. Adoption du bilan de clôture au 22 novembre 2012;
4. Adoption de statuts espagnols
5. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, l'assemblée a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs de la société, savoir Messieurs Alan BOTFIELD, Ivo HEMELAAD et Mikael GUTIERREZ, et par vote spécial leur donne pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats jusqu'au 26 novembre 2012.

L'assemblée décide la nomination, en conformité avec la loi espagnole, du gérant suivant:

Monsieur Pedro SAN JUAN BERROZPE, demeurant à Pio Baroja 24, 26140 Lardero, La Rioja, Spain, numéro de la carte d'identité numéro 16.554.868165-N

gérant de la Société avec effet au 26 novembre 2012.

Deuxième résolution

Suite à la première résolution, l'assemblée décide de fermer le siège social à Luxembourg et de transférer le siège social à Logrono (La Rioja), Calle Gran Via D. Juan Carlos I, num 17,8 Izq, Spain, et ce avec effet au 26 novembre 2012, sous la forme d'une société à responsabilité limitée "sociedad limitada" et le nom de "SOCIETE LONIGO SOCIEDAD LIMITADA".

L'assemblée décide également que l'ensemble des documents sociaux jusqu'à la date du transfert du siège social seront transférés au siège social de la société en Espagne.

Le transfert du siège social de la Société sera exécuté sans interruption de la personnalité légale de la Société, sous la condition suspensive de l'inscription de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés en Espagne.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'adopter le bilan (situation) de clôture au 22 novembre 2012,

lequel, après avoir été paraphé et signé ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexé aux présentes pour être formalisée avec elles.

Quatrième résolution

L'assemblée décide l'adoption de nouveaux "Articles of Incorporation", tel que requis par les lois d'Espagne.

L'assemblée autorise un employé de VISTRA, à effectuer les démarches nécessaires devant Notaire en Espagne ainsi qu'à enregistrer les documents correspondants au Registre Public.

Cinquième résolution

L'assemblée donne pouvoir aux détenteurs suivants d'une copie de l'acte, i.e. un employé de VISTRA, de procéder à toutes les formalités au Luxembourg, et en Espagne, respectivement, suivant le cas, en relation avec les résolutions précédentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande de la comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au membres du bureau, ces derniers ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. Thill, C. Petit, G. Saggi et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 décembre 2012. Relation: LAC/2012/57530. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165425/139.

(120216644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

BAYVK H1 Lighthouse Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 173.380.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the thirtieth day of the month of November.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Lighthouse Investment Partners, LLC, organised under the laws of the State of Delaware in the United States of America, having its registered office at 3801 PGA Boulevard, Suite 500, Palm Beach Gardens, Florida 33410, USA, represented by Sandrine Francis, employee, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 26 November 2012.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company:

Title I. Denomination, Registered office, Duration, Object

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "BAYVK H1 Lighthouse Fund" (the "Company").

Art. 2. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors of the Company (the "Board"). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the Board and, to the extent allowed by law, within the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, military, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 4. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, including shares or units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "Law of 2007"), as amended, and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007.

Title II. Share capital - Shares

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 26 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law of 2007.

The Board may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71 of the Law of 2007 (as may be amended), (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the Board shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of shares of any Class within a Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 14 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the Board shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of shares shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The Board may decide to consolidate or split any Class of any Sub-Fund. The Board may also submit the question of the consolidation of a Class or shares in a Class to a meeting of holders of shares of such Class. Such meeting will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.

Art. 6. The Board may with the prior written approval of the shareholders issue further partly or fully paid shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the sales documents, without reserving to existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the shares to be issued. Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, the issue price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 26 hereof plus a sales charge and any other charge, if any, as the sales documents may provide.

Shares may only be subscribed by investors meeting the eligibility criteria disclosed in the sales documents ("Eligible Investors").

The Board may delegate to any duly authorised directors of the Company (the "Directors") or officers of the Company or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

The Board is further authorised and instructed to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the Net Asset Value is suspended pursuant to Article 28 hereof.

The Board may decide to issue shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. In particular, in such case, the assets contributed must be valued in a report issued by the Company's auditor, if and to the extent required by Luxembourg law and regulations. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder.

The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Directors, the other shareholders of the relevant Class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 7. All shares of the Company shall be issued in registered form.

Unless specifically requested by a shareholder, the Company will not issue share certificates and shareholders will receive a confirmation of their shareholding instead. If a shareholder desires to obtain share certificates, correspondent costs may be charged to such shareholder.

Any share certificate shall be signed by two Directors or by a Director and an officer duly authorised by the Board for such purpose. Signatures of the Directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised officer shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding.

If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Fractions of shares up to five decimal places will be issued if so decided by the Board. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of shares on a pro rata basis.

A register of shares (the "Register") shall be kept by a person responsible for the maintenance of the Register appointed by the Board, and such Register shall contain the name of each owner of shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of shares held, the amount paid in on the shares, and the bank wiring details of the shareholder.

The inscription of the shareholder's name in the Register evidences his right of ownership of such registered shares.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by means of a written notification to the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single person to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such person implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Art. 8. The Board, in its sole discretion, may accept and enter in the Register a transfer on the basis of any appropriate document(s) and acceptable to the Board recording the transfer between the transferor and the transferee. Transfers of shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor. Transfers of shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Company of a completed transfer form together with such other documentation as the Company may require. The Board may withhold consent to any transfer in its absolute discretion.

Art. 9. Restriction on ownership. The Board shall have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. Person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company; and,

c) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called the "redemption price") shall be an amount equal to the Net Asset Value per share of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 25 hereof; where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount reasonably considered necessary and sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other

intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall mean a U.S. person as defined in either Regulation S, as amended from time to time, under the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or in Regulation 4.7, as amended from time to time, under the U.S. Commodity Exchange Act, as amended (the "CEA") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or Regulation 4.7 or which may further define the term "U.S. person".

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 10. Redemption of Shares. As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth in the sales documents. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form, subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued).

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, the redemption price shall equal the Net Asset Value for the relevant Class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 26 hereof less a redemption charge or such other charges, if any, as the sales documents may provide. This price may be rounded up or down to the nearest decimal, as the Board may determine, and such rounding to accrue to the benefit of the Company, as the case may be. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a Class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board and disclosed in the sales documents provided that the share certificates, if issued, and any requested documents have been received by the Company, subject to Article 28 hereof. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of a given Sub-Fund is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

The Board may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the sales documents relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any Director or duly authorised officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders and the consent of the shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents if the shareholder expressly agrees to a redemption in kind.

Such redemption will be subject, if and to the extent required by law, to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Class of a Sub-Fund into shares of another Class of that or another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Classes, provided that the Board may impose such restrictions between Classes of shares as disclosed in the sales documents as

to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

If, on any Valuation Date, redemption requests relate to more than a certain level, as determined by the Board and disclosed in the sales documentation, of the Net Asset Value of a specific Sub-Fund, the Board may decide that part or all of such requests will be deferred for such period as the Board considers to be in the best interest of the Sub-Fund. Redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured. On the next Valuation Date following such deferral period, the balance of such redemption requests will be met in priority to later requests, subject to the same limitations as above.

If a redemption would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then the Board may decide that this request be treated as if such shareholder had requested the redemption of all his shares of such Sub-Fund or Class.

The Board may in its absolute discretion compulsory redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the sales documents of the Company. The Board shall give due notice to such shareholder of the Board's intention to make use of the foregoing in order to permit such shareholder to increase his shareholding above such minimum holding amount.

In exceptional circumstances relating to difficulties in determining the Net Asset Value of the shares of certain Sub-Funds, the treatment of redemption requests may be postponed and/or the issue and redemptions of shares suspended by the Board.

Title III. Management and Supervision

Art. 11. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members who need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director appointed by the general meeting of shareholders, because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors so appointed may elect, by majority vote, another person to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 12. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It shall also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board may establish from time to time internal rules, as deemed appropriate. The Board shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by the majority of the votes cast or of the Directors present at any such meeting respectively.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex, telefax or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing, telegram, telex, telefax or by any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy. Any Director may also participate at any meeting of the Board by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Director and a meeting of the Board may also be held by way of conference call or similar means of communication only. Such means must allow the Director(s) to participate effectively at such meeting of the Board. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing or by any other electronic means capable of evidencing such vote.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented by another Director as proxy at a meeting of the Board. For the calculation of quorum and majority, the Directors participating at the Board by video conference or by telecommunication means permitting their identification are deemed to be present. Decision shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a written consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the Directors or by telex, cable, telegram, telefax message or by other means capable of evidencing such consent.

Art. 13. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 14. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

The Board may, from time to time, appoint officers or agents of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board.

The Board may appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee, as described more fully in the sales documents, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee (s). The Board may also appoint investment managers and investment advisors.

Art. 15. The Company will be bound towards third parties by joint signature of any two Directors or by the joint or single signature(s) of any other person(s) to whom such power has been delegated.

Art. 16. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business. Such Directors or officers shall not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in this Article 16, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Company or any subsidiary thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 17. Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been a director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against any liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such director or officer and against amount paid or incurred by him in the settlement thereof.

The words "claim", "actions", "suit", or "proceeding", shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words "liability" and "expenses" shall include, without limitation, attorney's fees, costs, judgments, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities.

No indemnification shall be provided hereunder to a director or officer:

A.- against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misconduct, recklessness or gross negligence of the duties involved in the conduct of his office;

B.- with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated not have acted in good faith and in the reasonable belief that his action was in the best interests of the Company;

C.- in the event of a settlement, unless there has been a determination that such director or officer did not engage in wilful misconduct, recklessness or gross negligence of the duties involved in the conduct of his office:

- 1) by a court or other body approving the settlement; or
- 2) by vote of two thirds (2/3) of those members of the board of directors of the Company constituting at least a majority of such Board who are not themselves involved in the claim, action, suit or proceeding; or
- 3) by written opinion of independent counsel.

The right of indemnification herein provided may be insured against by policies maintained by the Company, shall be severable, shall not affect any other rights to which any director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel other than directors and officers may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and presentation of a defence to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article may be advanced by the Company, prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 18. Approved Statutory Auditor. The operations of the Company and its financial situation including in particular its books shall be supervised by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders until the next annual general meeting of shareholders and until its successor is elected.

The approved statutory auditor in office may only be removed by the shareholders on serious grounds.

Title IV. General meeting

Art. 19. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Shareholders will meet upon call by the Board or upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company. General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the Board in accordance with Luxembourg law.

Art. 20. The annual general meeting of shareholders will be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place indicated in the convening notice on the third Thursday of the month of May at 11.00 a.m. (CET), and for the first time in 2013. If such a day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If permitted and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date. If all the shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, who need not be a shareholder, as his proxy, in writing or by telefax or any other means of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at the meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 21. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the

holders of shares of any Sub-Fund or Class vis-à-vis those of any other Sub-Fund or Class shall be subject to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant Sub-Fund or Class.

Art. 22. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by two Directors.

Title V. Accounting year, Allocation of profits

Art. 23. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31st December of the same year. The first accounting year of the Company shall begin at its incorporation and shall end on 31st December 2012.

Art. 24. Appropriation of profits. The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Board, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may (without ever exceeding the amounts proposed by the Board) declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the Board.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company falls below the minimum prescribed by law.

Dividends can be declared and paid out of income, capital gains or capital.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Title VI. Valuation - Determination of net asset value

Art. 25. Valuation Date/Frequency of calculation of net asset value per share. The net asset value of shares shall, for the purposes of the redemption and issue of shares, be determined by the Company, under the responsibility of the Board, from time to time, but in no instance less than once per year, as the Board by regulation may direct (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Date").

Art. 26. Determination of net asset value per share. The net asset value of shares of each Class with each Sub-Fund (the "Net Asset Value") shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class, on any such Valuation Date, by the number of shares of the relevant Class then outstanding, adjusted by any dealing charges, fiscal charges or other charges as disclosed in the sales documents which the Board considers appropriate to take into account, in accordance with the rules set forth below in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value will be determined according to Title VI. Any rules on the determination of the Net Asset Value can only be amended with the prior written approval of the shareholders.

The Net Asset Value per share may be calculated up to five decimal places.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Date, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) the liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the assets shall be determined as follows:

- 1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof,

unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2) The value of any securities, money market instruments and derivative instruments will be determined on the basis of the last available price on the stock exchange or any other regulated market on which these securities, money market instruments or derivative instruments are traded or admitted for trading unless otherwise mentioned in the sales documentation. Where such securities, money market instruments or derivative instruments are quoted or dealt in one or by more than one stock exchange or any other regulated market, the Board shall make regulations for the order of priority in which stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provision of prices of securities, money market or derivative instruments.

3) Securities, money market instruments, derivative instruments which are not traded or admitted on any official stock exchange or any regulated market will be valued at the last reported "bid" price (in case of a security or asset held long) and the last reported "asked" price (in the case of a security sold short) on the relevant Valuation Day or, if no such prices were quoted on such date, on the most immediate prior date on which such prices were quoted.

4) Swaps contracts will be valued at the market value fixed in good faith by the Board and according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows.

5) Each share or unit in an open-ended investment fund will be valued at the last available net asset value (or bid price for dual priced investment funds) whether estimated or final, which is computed for such unit or shares on the same Valuation Date, failing which, it shall be the last net asset value (or bid price for dual priced investment funds) computed prior to the Valuation Date on which the Net Asset Value of the Shares in the Company is determined.

6) In respect of shares or units of an investment fund held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Board may decide to value such shares or units in line with the prices so established.

7) If, since the day on which the latest net asset value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of shares or units in other investment funds held by the Company, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of Board, such change of value.

8) The value of any security which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price.

9) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company assets, the Board may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

10) Any assets or liabilities in currencies other than the reference currency of the Sub-Funds will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other first class financial institution.

11) In circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify, the Board may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 26 are rules for determining Net Asset Value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, central administrative agent's and registrar and transfer agent's fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to its investment managers/advisers, including management fees and performance fees, if any, fees charged by Trading Advisers, fees and expenses payable to its custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, depositary bank, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, fees and expenses of the Board, remuneration to members of the Board, costs of insurance, including a reasonably allocated portion of the premiums for any directors' and officers', or errors and omissions, coverage purchased by investment

managers/advisers that would offset some portion of the Company's indemnity obligations, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, expenses related to the maintenance of the Company's registered office and other similar expenses related to the Company, extraordinary expenses, corporate licensing, regulatory expenses (including filing fees and expenses incurred in connection with regulatory filings related to the Company), reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, expenses incurred in connection with the offering and sale of the shares, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's net asset value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, investment expenses (e.g., expenses related to the investment of the Company's assets, such as brokerage commissions, expenses relating to short sales, clearing and settlement charges, custodial fees, bank service fees and interest expenses), currency hedging costs and expenses, investment-related travel expenses, professional fees (including, without limitation, expenses of consultants and experts) relating to investments, research related expenses including independent research reports or publications, software and quotation services, the costs of publishing the issue and redemption prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The Company will establish a separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund and the assets and liabilities shall be allocated in the following manner:

(a) if a Sub-Fund issues shares of two or more Classes, the assets attributable to such Classes shall be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy and restrictions of the Sub-Fund concerned;

(b) within any Sub-Fund, the Board may determine to issue Classes subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;

(c) the net proceeds from the issue of shares of a Class are to be applied in the books of the Company to that Class of shares and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such Class of shares subject to the provisions set forth below;

(d) where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund or Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant Sub-Fund or Class;

(e) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or Class, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund or Class;

(f) if any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund or Class, such asset or liability will be allocated to all the Sub-Funds or Classes pro rata to their respective net asset values, or in such other manner as the Board, acting in good faith, may decide; and

(g) upon the payment of distributions to the holders of any Class of shares, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 10 shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares for which subscription has been accepted by the Company shall be treated as being in issuance as from the time specified by the Board on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 27. Co-Management and Pooling. The Board may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the sales documents for the shares.

Art. 28. Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per share and of issue of shares. The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Classes and the issue and redemption of shares of such Class(es):

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund(s), from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) quoted thereon; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such Sub-Fund is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of shareholders, or if in the opinion of the Board, the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund(s); or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund(s) or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of the Company cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange; or

(e) during any period when in the opinion of the Board there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing with shares of any Sub-Fund or any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the shareholders of the Company, a Sub-Fund or a Class of shares incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the shareholders of the Company, a Sub-Fund or a Class of shares might not otherwise have suffered; or

(f) if the Company, a Sub-Fund or a Class of shares is being or may be wound-up, on or following the date on which such decision is taken by the Board or notice is given to shareholders of a general meeting of shareholders at which a resolution to wind-up the Company, a Sub-Fund or a Class of shares is to be proposed; or

(g) in the case of a merger of the Company or a Sub-Fund, if the Board deems this to be necessary and in the best interest of shareholders; or

(h) in the case a substantial portion of the assets of a Class are invested in undertakings for collective investment and such undertakings for collective investment have suspended the determination of their net asset value; or

(i) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the shareholders having made an application for subscription or redemption of shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Any application for subscription or redemption of shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund or Class, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company prior to the lifting of the period of suspension, such application will be dealt with on the first applicable Valuation Date following the end of the period of suspension.

Title VII. Dissolution, Liquidation

Art. 29. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one liquidator (if a legal entity) or one or more liquidators, if physical persons, named by the general meeting of shareholders resolving to dissolve the Company and which shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class shall be distributed by the liquidator(s) to the holders of shares to each class in proportion of their holding of shares in such class. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Art. 30. Merger of sub-funds or Classes of shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or Class of shares has decreased to or has not reached an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund or Class of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or Class of shares concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or Class of shares or in order to proceed to an economic rationalization, the Board may decide to compulsorily redeem all the shares issued in such Sub-Fund or Class of shares at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses), calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. The Company shall publish a notice to the holders of shares concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class of shares concerned may continue to

request redemption (if appropriate) of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption. Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation in Luxembourg for the benefit of their beneficiary.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "New Sub-Fund") and to redesignate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the New Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this section (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a non EEA based undertaking for collective investment, such decision shall be binding only on the shareholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraphs, a general meeting of shareholders of any Sub-Fund or Class may redeem all the shares of such Sub-Fund or Class and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) determined as at the Valuation Date at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of votes cast.

Title XVII. General provisions

Art. 31. All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended and the Law of 2007.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed capital	number of shares
Lighthouse Investment Partners, LLC	USD 50,000.-	500
TOTAL	USD 50,000.-	500

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand four hundred euro (EUR 2,400.-).

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26, 26-3 and 26-5 of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

Extraordinary general meeting of shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

First resolution

The following persons are appointed directors of the Company for a term expiring at the date of the next annual general meeting:

Name	Title	Professionally residing
Jon Scott Perkins	Executive Managing Director, Lighthouse Investment Partners, LLC	3801 PGA Boulevard, Suite 500, Palm Beach Gardens, Florida 33410, USA
David Pollok	General Counsel, Lighthouse Investment Partners, LLC	3801 PGA Boulevard, Suite 500, Palm Beach Gardens, Florida 33410, USA
Dylan (Tom) Davies	Independent Director	6D, route de Trèves, Senningerberg, L-2633 Luxembourg

Second resolution

The following have been appointed auditor for a term expiring at the date of the next annual general meeting:

- PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 49, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Fourth resolution

The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2012.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: Francis, GRETHEN

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 novembre 2012. Relation: LAC/2012/56956. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 7 décembre 2012.

Référence de publication: 2012162256/701.

(120214779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Algave S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 136.078.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle réunie de manière extraordinaire en date du 12 septembre 2012

L'an deux mille douze, le douze septembre, les actionnaires de la société ALGAVE S.A. se sont réunis en assemblée générale ordinaire, tenue de manière extraordinaire, au siège social et ont pris les résolutions suivantes:

Les mandats des administrateurs et de l'administrateur-délégué étant arrivés à échéance, ils sont renouvelés pour une nouvelle période d'une année, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra en 2013 et qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31.12.2012. Sont ainsi renommés dans leurs fonctions:

- la société MOJAVE S.à r.l., ayant son siège social à L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance (RCS Luxembourg B 147.492),

- Madame Marie-Thérèse ARNOUX-STOCK demeurant à L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance, et

- Monsieur Jean STOCK demeurant à L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance, dont le mandat d'administrateur-délégué est également renouvelé pour la même période que celle décrite ci-dessus.

Le mandat du commissaire aux comptes étant arrivé à échéance, il est renouvelé pour une nouvelle période d'une année, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra en 2013 et qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31.12.2012. Est ainsi renommé dans ses fonctions:

Fiduciaire CABEXCO SARL, ayant son siège social 2, rue d'Arlon à L-8399 Windhof (RCS Luxembourg B 139.890).
Luxembourg, le 12 septembre 2012.

Référence de publication: 2012150745/24.

(120198944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2012.

HgCapital (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 135.907.

Les comptes annuels au 31 Mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2012150992/10.

(120198951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2012.

Value Finder S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 66.981.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VALUE FINDER S.A.

Référence de publication: 2012151331/10.

(120198895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2012.

Value Finder S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 66.981.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VALUE FINDER S.A.

Référence de publication: 2012151332/10.

(120198896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2012.

Zaragoza S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 98.256.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012151347/10.

(120199017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2012.

Tillman G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8237 Mamer, 5, rue Henri Kirpach.
R.C.S. Luxembourg B 22.922.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156170/10.

(120205780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2012.

AIO III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 80.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 167.438.

EXTRAIT

L'adresse professionnelle de M. João Paulo Alves Margarido a été modifiée pour s'établir au 15 rue Edward Steichen,
L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012151371/14.

(120199012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2012.

Damolou S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 52.274.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156349/10.

(120206640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Deco-Toiture Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 46, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 138.427.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156354/10.

(120206837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

DSD International Contractors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4570 Differdange, Z. A. Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 21.123.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156359/10.

(120206691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Nobileo Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 112.963.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Novembre 2012.

Nobileo Holding S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Manager

Référence de publication: 2012156545/14.

(120206417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Oberweis Cloche d'Or S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 1, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 46.453.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156559/10.

(120206801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Odysée Jet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 40, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 118.740.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156553/10.

(120206169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

OHSF Funding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 106.952.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156569/10.

(120206814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Bressaglia Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 15, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 138.956.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bressaglia Immobilières S.à r.l.

Référence de publication: 2012156283/10.

(120206419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Pernety Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 102.824.

Le bilan et l'annexe au 30 juin 2012 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés
au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PERNETY HOLDING S.A.-SPF

Société anonyme de gestion de patrimoine familial

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012156597/14.

(120206388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Prodilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 5, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 16.854.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156588/10.

(120206962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Partnair Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 85.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 octobre 2012.

Référence de publication: 2012156591/10.

(120206546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Pâtisserie Délice s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4540 Differdange, 30, rue Dick Lentz.
R.C.S. Luxembourg B 158.957.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156592/10.

(120206614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

P.R.T., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 147.244.

Mention remplaçant le dépôt initial numéroté L120201454

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156577/11.

(120206349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

P.T. Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 88.338.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Banque domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2012156579/13.

(120206374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

AK Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 155.268.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156253/10.

(120206544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Annurca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 137.341.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156261/10.

(120207005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Antares S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 118.795.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Référence de publication: 2012156262/10.

(120206823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Archibureau Pawlowski s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2680 Luxembourg, 20, rue de Vianden.
R.C.S. Luxembourg B 112.877.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156265/10.

(120206821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Anisgreen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89F, rue de Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 51.157.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Anisgreen S.A.
89F, Pafebruch
L-8308 Capellen
Signatures

Référence de publication: 2012156260/14.

(120206967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Art & Beauté S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4412 Belvaux, 37, rue des Alliés.
R.C.S. Luxembourg B 139.071.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156267/10.

(120206540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Atal International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 159.870.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156269/10.

(120206937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Au Plaisir de Vivre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 143, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 118.889.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012156271/10.

(120206617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Bofferding Capital Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2526 Luxembourg, 1, rue Schrobilgen.
R.C.S. Luxembourg B 146.851.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

24, Rue Leon Kauffman L-1853 Luxembourg

Référence de publication: 2012156278/10.

(120206926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Anchorage Capital Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 164.466.

EXTRAIT

L'adresse professionnelle de M. João Paulo Alves Margarido a été modifiée pour s'établir au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012151368/14.

(120199010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2012.

E.D. Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 172.866.

STATUTS

L'an deux mil douze, le sept novembre.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

PRIMECITE INVEST S.P.F. S.A. avec siège au 59, route de Luxembourg L-4761 Pétange, inscrite au RCS de Luxembourg sous le numéro B32079, représenté par son administrateur délégué, Monsieur Pascal WAGNER, comptable, né le 08/02/1966 à Pétange, demeurant professionnellement à L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg.

Laquelle partie comparante a sollicité le notaire soussigné aux fins d'établir les Statuts d'une société anonyme qu'elle va constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «E.D. MANAGEMENT S.A.»

Le siège social est établi dans la commune de Pétange.

Le siège social pourra être transféré dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'Assemblée Générale des actionnaires

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La Société a pour objet l'activité d'agent de joueurs de football professionnels et amateur, l'organisation d'événements sportifs et culturels, l'organisation de stages à Luxembourg et à l'étranger ainsi que la prise de participations financières dans toutes sociétés luxembourgeoise ou étrangères, ainsi que la gestion et la mise en valeur de son portefeuille.

Elle pourra également faire toutes opérations financières, mobilières, immobilières, commerciales et industrielles se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptible d'en faciliter la réalisation ou le développement sur le marché national ou international.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,00) divisé en trois cent dix (310) actions de cent euros (EUR 100,00) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Cependant, si la société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté à une assemblée générale des actionnaires que toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique jusqu'à la première assemblée générale annuelle suivant le moment où il a été remarqué par la Société que ses actions étaient détenues par plus d'un actionnaire.

Chaque référence contenue dans les présents statuts et faite au Conseil d'Administration est une référence à l'administrateur unique pour le cas où il n'existe qu'un seul actionnaire et aussi longtemps que la société ne dispose que d'un seul actionnaire.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, à l'égard des tiers, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique pour le cas où il n'existe qu'un seul actionnaire, sinon par la signature individuelle du président du conseil d'administration, soit par la signature collective de deux administrateurs.

Art. 6. Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Pour la première fois, le président du conseil d'administration peut être nommé par l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier vendredi du mois de juin de chaque année à 15.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 12. La société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par toute action ou procès par lequel il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la Société, sauf le cas où dans pareille action ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

Art. 13. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les 310 actions ont été intégralement souscrites par PRIMECITE INVEST SPF S.A.

Toutes les actions ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000.- €) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui-même pour finir le trente et un décembre deux mil douze.

Constatation

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille six cents euros (1.600.- €).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à un.

Est nommé administrateur unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Eric DEPIREUX, né le 18 février 1972 à Rocourt (Belgique), demeurant à B-4130 Esneux, rue d'Embourg 61.

2.- Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est nommé commissaire aux comptes pour une durée indéterminée:

SOCIETE DE GESTION INTERNATIONALE S.à.r.l. avec siège social à route de Luxembourg, 59 à L-4761 Pétange, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B77.606.

3.- Le siège social est établi à L-4761 Pétange, route de Luxembourg, 59.

DONT ACTE

Le notaire instrumentant a encore rendu le comparant attentif au fait que l'exercice d'une activité commerciale peut nécessiter une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, et qu'il y a lieu de se renseigner en ce sens auprès des autorités administratives compétentes avant de débiter l'activité de la société présentement constituée.

Fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la représentante des comparantes, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: P. WAGNER, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 novembre 2012. Relation: EAC/2012/15118. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PETANGE, LE 21 novembre 2012.

Référence de publication: 2012152276/144.

(120201367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2012.

Bestemar Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 3, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 104.837.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/11/2012.

Référence de publication: 2012156289/10.

(120206635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Borea S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 112.826.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Novembre 2012.

BOREA S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Manager

Référence de publication: 2012156292/14.

(120206414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2012.
